

Numéro de la consultation : 2026MA000023

Numéro du Contrat : 2026MA000023

Direction Economie Circulaire

Service : 06 - Service Valorisation Déchets

Cahier des charges pour la réalisation d'une étude relative aux unités de traitement des DASRI et leur capacité de traitement en France et Outre-Mer

Direction Economie Circulaire / Service Valorisation des Déchets
Rédaction : Thierry ROLLAND

TABLE DES MATIERES

1.	Eléments de contexte	3
1.1.	Les activités de l'ADEME	3
1.2.	Contexte de l'étude et constats.....	3
2.	Les attentes de l'ADEME vis-à-vis de la prestation	4
2.1.	Finalités et objectifs	4
2.2.	Les déchets concernés	5
2.3.	Périmètre géographique.....	5
2.4.	Détail de la prestation	5
3.	Organisation et pilotage de la prestation	7
3.1.	Encadrement et suivi de la prestation.....	7
3.2.	Calendrier de réalisation des prestations et livrables.....	7
3.3.	Calendrier de réalisation des prestations.....	8
3.4.	Eco responsabilité de la présentation de l'offre et de la prestation	8

1. Éléments de contexte

1.1. Les activités de l'ADEME

L'ADEME EN BREF

Au cœur des missions qui lui sont confiées par le ministère de la Transition écologique, le ministère en charge de l'Energie et le ministère en charge de la Recherche, l'ADEME - l'Agence de la transition écologique - partage ses expertises, coordonne le financement et la mise en œuvre de projets de transformation dans plusieurs domaines : énergie, économie circulaire, décarbonation, industrie, mobilité, bâtiment, qualité de l'air, alimentation, adaptation et sols.

Elle mobilise les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, et leur donne les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse. Résolument engagée dans la lutte contre le changement climatique et la dégradation des ressources, l'ADEME conseille, facilite et aide au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions. Elle met ses capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un Établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC).

Pour en savoir plus, nous vous invitons à consulter le site de l'ADEME : www.ademe.fr

1.2. Contexte de l'étude et constats

Les activités de soins génèrent une quantité importante de déchets. Ces derniers constituent des déchets d'activités de soins. Ils sont en majorité issus de l'activité des professionnels de santé en établissements de santé, en établissements médico-sociaux, en hospitalisation à domicile ou en cabinet libéral au cours de l'acte de soins. Certains de ces déchets de soins peuvent présenter divers risques (infectieux, chimique et toxique, radioactif) qu'il convient de réduire pour protéger les patients faisant l'objet de soins mais aussi le personnel de soins et les agents en charge de la collecte et du traitement des déchets. Ces déchets sont alors appelés des déchets d'activités de soin à risques infectieux (DASRI).

Par ailleurs, les activités d'enseignement, de recherche et de production industrielle dans les domaines de la médecine humaine et vétérinaire ainsi que les activités de thanatopraxie, les activités de chirurgie esthétique, les activités de tatouage par effraction cutanée ainsi que les essais cliniques ou non cliniques conduits sur les produits cosmétiques et les produits de tatouage génèrent également des déchets pouvant être assimilés à des déchets d'activités de soins. Si ces déchets présentent un risque biologique pour les personnes amenées à les manipuler, ils constituent de ce fait des déchets assimilés aux déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRIA).

Les patients en auto-traitement qui s'administrent par leurs propres moyens un traitement médical et/ou réalisent de l'autosurveillance hors structure de soins et sans l'intervention d'un professionnel de santé, produisent eux-mêmes des déchets perforants qui doivent être éliminés comme des DASRI. Un éco-organisme, DASTRI, a été mis en place et agréé par les pouvoirs publics en 2016 en tant que filière à « Responsabilité Elargie du Producteur », dit filière REP, pour prendre en charge la gestion des DASRIA pour ces patients en auto-traitement médical et/ou en autosurveillance, hors structure de soins et sans l'intervention d'un professionnel de santé.

La nature des DASRIA est définie par les dispositions de l'article R. 1335-1 du Code de la Santé Publique. Ainsi, sont considérés comme DASRIA ceux qui :

- « Soit présentent un risque infectieux du fait qu'ils contiennent des microorganismes viables ou leurs toxines, dont on sait ou dont on a de bonnes raisons de croire qu'en raison de leur nature, de leur quantité ou de leur métabolisme, ils causent la maladie chez l'homme ou chez d'autres organismes vivants ;
- « soit, même en l'absence de risques infectieux, relèvent de l'une des catégories suivantes :
 - matériels et matériaux piquants ou coupants destinés à l'abandon, qu'ils aient été ou non en contact avec un produit biologique,
 - produits sanguins à usage thérapeutique incomplètement utilisés ou arrivés à péremption,
 - déchets anatomiques humains, correspondant à des fragments humains non aisément identifiables. ».

Le traitement par incinération et le prétraitement par désinfection sont les deux seules modalités d'élimination des DASRIA autorisées par le Code de la Santé Publique (Article R 1335-8 du Code de la Santé Publique). Certains DASRIA peuvent être prétraités par des appareils de désinfection de telle manière qu'ils puissent ensuite être collectés et traités par les communes et les groupements de communes dans les conditions définies à l'article L. 2224-14 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Un guide « déchets d'activités de soins : comment les éliminer ? » et une plaquette ont été publiés en juillet 2025 par le Ministère de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes Handicapées à l'issue de travaux articulés au sein d'un groupe de travail national, piloté par la Direction générale de la Santé (DGS) et la Direction Générale de l'Offre de Soins (DGOS) et associant l'ensemble des parties prenantes de la filière et consultation du Haut Conseil de la Santé Publique (HCSP). Ces documents sont consultables sur <https://sante.gouv.fr/soins-et-maladies/qualite-securite-et-pertinence-des-soins/securite-des-prises-en-charge/reglementation-de-securite-sanitaire-dans-les-etablissements-de-sante/article/elimination-des-dechets-d-activites-de-soins-a-risque-infectieux> . Ils définissent les différentes catégories de déchets d'activités de soins et leurs modalités de gestion. Néanmoins, ces travaux n'avaient pas pour finalité de réaliser un état des lieux des unités de traitement et leur capacité.

Cette étude s'inscrit dans la continuité de ces travaux dans le but d'identifier les filières de traitement des DASRI et leurs capacités de traitement, les modalités de prise en charge et de collecte, les contraintes et les freins liés à la gestion des DASRI et de s'intéresser en particulier à l'efficacité et au déploiement des systèmes de prétraitement par désinfection.

2. Les attentes de l'ADEME vis-à-vis de la prestation

2.1. Finalités et objectifs

Les objectifs principaux de l'étude sont les suivants :

- ✓ Faire un état des lieux :
 - De la réglementation,
 - Des types de DASRIA concernés,
 - Des filières de gestion de ces DASRIA
 - Des acteurs du traitement des DASRIA
 - Des capacités de traitement
 - Des solutions alternatives existantes (notamment prétraitement par désinfection dit « banalisation »)
 - Des coûts de la filière (avec une attention particulière sur le traitement)
- ✓ Evaluer l'évolution des gisements à traiter

- ✓ Identifier les difficultés conjoncturelles ou structurelles de la filière
- ✓ Faire des préconisations d'amélioration de la gestion des DASRIA et les capacités et modalités de traitement.

2.2. Les déchets concernés

- ✓ Tout type de DASRIA à l'exception des pièces anatomiques, les déchets à risques chimiques, toxiques et radioactifs
- ✓ Les DASRIA produits par les patients en auto-traitement et les utilisateurs d'autotests pris en charge par la filière DASTRI

2.3. Périmètre géographique

France : hexagone, Corse et DROM COM

2.4. Détail de la prestation

Il est attendu que l'étude comporte à minima les parties suivantes :

- Partie 1 : rappel du cadre réglementaire français
- Partie 2 : collecte des données
- Partie 3 : analyse des données
- Partie 4 : perspectives et recommandations

Le candidat proposera une méthodologie et un calendrier pour répondre aux attendus pour chacune de ces parties tel que précisé ci-après.

Partie 1 : rappel du cadre réglementaire

Dans cette partie, il s'agira de faire et de développer :

- Une synthèse du contexte réglementaire en vigueur sur la gestion des DASRIA
- Un état des lieux des spécificités réglementaires sur les différents maillons de la chaîne de gestion des DASRIA (pré-collecte, collecte, contenants, entreposage, stockage, traitement, manipulations) pour en ressortir les contraintes ou points de blocage,
- Les modalités de prise en charge et de traitement,
- Les contraintes et les freins liés à la gestion des DASRIA,
- Les conditions de transferts transfrontaliers ou d'export des DASRIA (avec un focus sur les DROM-COM),
- Le classement ICPE et les modalités de prise en charge des DASRIA par les installations de traitement
- Les obligations en termes de traçabilité y compris de transferts transfrontaliers de ce type de déchets) et de reporting,
- Les sanctions en cas de non-respect de la réglementation et des agréments,

Partie 2 : collecte des données

Il s'agira :

- D'identifier les secteurs d'activité et les acteurs produisant ou détenteurs de DASRIA,
- D'identifier les acteurs, sources de données, bases de données pouvant disposer de la donnée

- D'interroger les sources potentielles pour collecter les données disponibles,
- De recenser toutes les structures d'accueil et de traitement des DASRIA (y compris les tonnages autorisés et collectés), les destinations des sites en dehors des frontières de l'hexagone notamment (sur un rayon de 100 kms autour de l'hexagone) et des destinations plus lointaines ;
- De recenser les gisements des DASRIA pris en charge par la filière DASTRI et les solutions de traitement ;
- De connaître les coûts de collecte, des transports, des filières de traitement/stockage et les conditions / moyens de transports vers ces différents sites ;
- D'identifier les acteurs intéressants de questionner plus en détail (phase 3) par rapport aux données transmises ou par rapport à des pistes complémentaires d'informations.
- D'identifier les solutions alternatives existantes dans d'autres États membres avec une attention particulière sur la banalisation.
- D'identifier les types de DASRIA pouvant être traités par la banalisation (conditions de prise en charge, couts, devenir, atouts et contraintes du système de banalisation).
- De cartographier l'ensemble des sites où des appareils de prétraitement des DASRIA/banaliseurs ont été identifiés.

Cette collecte de données devra donc permettre d'avoir la finesse la plus précise possible par territoire ou région en France, sur les mouvements interrégionaux ainsi que sur les destinations les plus utilisées lors de l'exportation de ce type de déchets.

Avec toutes les données recueillies et les résultats des recherches bibliographiques, le prestataire devra constituer une base de données organisées. Celle-ci sera partagée avec l'ADEME et sera restituée dans son intégralité (avec l'ensemble des données brutes) dans un format utilisable et modifiable à l'ADEME.

Cette collecte des données permettra notamment d'identifier les données lacunaires et les actions à mettre en place pour pallier cette situation.

Partie 3 : Analyse des données

La collecte des données devra permettre :

- D'élaborer une cartographie des installations de traitement (par type de DASRIA) sur le territoire français et sur un rayon de 100 km au-delà des frontières françaises,
- D'identifier les unités de traitement à l'étranger ou en métropole pour les DASRI issus des territoires d'Outre-Mer,
- De préciser les gisements connus, les flux collectés et traités, les capacités de traitement,
- D'établir une liste des acteurs de la filière intégrant leur rôle et périmètre d'actions,
- D'établir une base de coûts des différentes phases de gestion de ces DASRIA,
- D'identifier les freins, les contraintes, les impacts liés à la gestion de ces DASRIA,
- D'identifier les atouts, freins, faiblesses et opportunités des solutions alternatives de traitement et notamment de la banalisation.

Le prestataire devra prévoir dans son offre des interviews ou entretiens à distance (10 entretiens maximum + 5 pour les DROM COM) auprès de professionnels, des instances locales, et autres acteurs que le prestataire juge particulièrement intéressant de contacter.

Avant de les contacter, le prestataire devra soumettre une liste à l'ADEME pour montrer la pertinence et les raisons des choix d'une part, et les points prioritaires à aborder avec chacun d'eux.

Partie 4 : perspectives et recommandations

Dans cette partie, le prestataire devra proposer :

- Les perspectives d'évolution du gisement et les besoins en capacité d'accueil et de traitement,
- Les perspectives de développement ou d'évolution de la banalisation des DASRI,

- Des propositions d'évolution des dispositifs réglementaires et/ou de contrôle pour optimiser la gestion de ces déchets.

3. Organisation et pilotage de la prestation

3.1. Encadrement et suivi de la prestation

Le suivi de la prestation sera effectué par le Service Valorisation des Déchets de l'ADEME.

- ✓ 3 réunions en présentiel à Paris avec le comité de pilotage : pour le lancement, à mi-parcours (avec le rapport intermédiaire) et à la fin de la prestation
- ✓ Composition du comité de pilotage (à minima) : ADEME, ministère de la Transition Ecologique (DGPR), Direction Générale de la Santé (DGS), Régions de France, les Fédérations et syndicats professionnels (FNADE, SVDU, FEDENE, SYPRED, SYVED).

Le prestataire pourra faire des propositions de structures ou autres parties prenantes à intégrer dans le comité de pilotage.

Avant chaque réunion du comité de pilotage, un document de préparation de la réunion (ordre du jour minuté) et de description de l'avancée des travaux (sous format Power Point) sera remis par courriel au comité de pilotage au moins 7 jours avant la tenue de la réunion. Il doit être soumis 5 jours ouvrés avant à l'ADEME pour approbation. Il est précisé que pour chacune de ces réunions, la présentation devra être faite par les personnes ayant réalisé et participé à l'étude.

- ✓ 6 réunions de suivi en visio-conférence avec l'ADEME sont à prévoir entre les réunions en présentiels

3.2. Calendrier de réalisation des prestations et livrables

- ✓ Durée de la prestation : 12 mois
- ✓ Livrables :
 - A 6 mois, rapport d'avancement avec l'ensemble des informations collectées, la réflexion menée, les premiers résultats et les structures identifiées pour des entretiens,
 - A 10 mois, rapport final provisoire de l'étude.

Le rapport final sera composé des éléments suivants :

- Le rapport final format word qui intégrera toutes les remarques et suggestions transmises ou formulées par l'ADEME et les membres du comité de pilotage lors de la présentation finale. Il comprendra en annexe la liste de tous les contacts sollicités dans le cadre de ces travaux et qui ont bien voulu apporter leur contribution à la réalisation de l'étude. Leurs coordonnées et fonctions devront figurer dans cette liste (e-mail, téléphone, adresse postale). Les références bibliographiques pertinentes seront également listées en annexe au rapport avec si possible la mention d'un lien internet pour le téléchargement des documents concernés ;
- Un rapport allégé selon les recommandations de l'ADEME et la DGPR qui sera rendu public sur le site de la librairie de l'ADEME ;
- Une synthèse de 4 pages max. en français ;
- Une présentation des résultats de l'étude de type PowerPoint de maximum 20 slides ;

- Les fichiers sources des données (.xls,...) ;
- La base de données modifiables (dont les codes administrateur si nécessaire).

Tous les livrables seront transmis dans un format informatique modifiable (Word, Powerpoint, Excel...). La mise en forme de tous les livrables doit répondre à la charte graphique de l'ADEME de façon à être directement diffusable par l'ADEME, notamment via Internet. La charte graphique à respecter sera fournie au prestataire par l'ADEME.

Seules les deux synthèses, l'infographie et la fiche technique seront des documents diffusés grand public. Les autres documents resteront à la disposition de l'ADEME et de la DGPR.

3.3. Calendrier de réalisation des prestations

La durée de la prestation est de 12 mois maximum.

Le prestataire proposera dans son offre un planning par étape intégrant cette durée maximale de prestation. Le candidat présentera et argumentera dans son offre un planning prévisionnel détaillé de la réalisation des prestations. Ce planning devra notamment faire apparaître les délais prévisionnels de toutes les étapes, les dates des réunions et les dates de remise des rapports intermédiaires et du rapport final.

Les délais proposés devront être réalistes et cohérents avec les objectifs fixés.

3.4. Eco responsabilité de la présentation de l'offre et de la prestation

3.4.1. Réduction des impacts négatifs sur l'environnement et la santé

Le candidat exposera la démarche et/ou les actions concrètes qui seront mises en place pour assurer une réduction des impacts négatifs sur l'environnement et sur la santé des personnes de la prestation dans le cadre de ce marché. Les éléments avancés pour répondre à cette exigence environnementale devront être liés à l'objet du marché et devront être étayés par des éléments probatoires ; et plus particulièrement :

1. Réduction des impacts négatifs sur l'environnement et la santé

Le candidat exposera la façon dont il a intégré le volet numérique responsable dans le cadre de l'exécution de prestation (exemple : nombre de destinataire des mails réduit, etc.)

Informations : [Le candidat exposera la démarche et/ou les actions concrètes qui seront mises en place pour assurer une réduction des impacts négatifs sur l'environnement et sur la santé des personnes de la prestation dans le cadre de ce marché. Les éléments avancés pour répondre à cette exigence environnementale devront être liés à l'objet du marché et devront être étayés par des éléments probatoires ; et plus particulièrement :](#)

2. Réduction des déplacements

Le candidat démontrera que ses déplacements aux réunions avec l'ADEME ou pour se rendre aux réunions objet de la présente mission seront réalisés en priorité en transports collectifs terrestres (train, bus...) ou transports doux.

3. Réduction des impacts négatifs sur l'environnement et la santé

Le candidat apportera des garanties sur :

- La nature du papier utilisé (papier recyclé) ;
- Les paramètres d'impression (systématisation de l'impression recto-verso, impression en mode brouillon pour les docs provisoires...) ;
- L'usage et la gestion des cartouches d'encre (impression noir et blanc privilégiée, cartouche recyclée...) ;
- La performance énergétique des matériels utilisés, etc.

Pour développer son argumentaire, il pourra s'inspirer des pratiques éco-responsables auxquelles l'ADEME adhère.

[Éléments de la démarche éco-citoyenne](#)

3.2.2. Engagement social

Le candidat exposera la démarche et/ou les actions concrètes qui seront mises en place pour assurer le progrès social dans le cadre de sa prestation.

Les éléments avancés pour répondre à cette exigence sociale devront être liés à l'objet du marché et devront être étayés par des éléments probatoires et plus particulièrement concernant :

- l'engagement de l'entreprise dans la formation de l'équipe dédiée à la prestation ;
- la politique interne de lutte contre la précarité professionnelle : faible turn over dans l'équipe dédiée à la prestation, faibles temps partiels, favoriser les contrats en CDI, temps de travail équilibré, etc ;
- la politique d'égalité et de diversité : représentation équilibrée des femmes et des hommes (rémunération égale, équilibre vie privée/ vie professionnelle, etc.) dans l'équipe projet, etc.

Informations : [Éléments de la démarche éco-citoyenne](#)